

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



SINIAT SA

ZONE INDUSTRIELLE
68490 Ottmarsheim

Références : 0006700464_2023_03-16_Etex_Siniat_PPC_wf
Code AIOT : 0006700464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement SINIAT SA implanté ZI 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SINIAT SA
- ZI 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site est la production de plaques de plâtre à partir de différents types de gypses (naturel, synthétique et recyclé).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les stockages de gypse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Gestion des eaux pluviales du stockage de gypses	Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 9.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockages de gypse	Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 17	/	Sans objet
2	Caractérisation du gypse synthétique	Code de l'environnement, article R.541-7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre les éléments justifiants que le gypse synthétique importé d'Allemagne est exempt du statut de déchet.

Les eaux pluviales de ruissellement du stockage de gypse (naturel, synthétique et recyclé) ne sont ni contrôlées, ni traitées avant rejet.

L'exploitant doit transmettre au service d'inspection les éléments demandés concernant la surveillance des eaux souterraines (cf. ci-dessus).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages de gypse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de gypse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires des stockages et des postes de déchargement du gypse artificiel devront être constitués d'un matériau étanche tel qu'enrobé bitumineux. La quantité maximale de gypse artificiel stocké sera de 80 000 tonnes sur une superficie maximale de 11 000 m ² . (...)

En cas de changement dans l'origine du gypse artificiel, une analyse de la pureté ainsi qu'une recherche de métaux lourds seront effectuées.

Les analyses suivantes seront effectuées pour chaque origine:

- mensuellement : analyse de la pureté
- annuellement : recherche des métaux lourds dans les lixiviats

Constats : La zone de stockage de gypse est constituée de 2 zones. L'une est située sous toiture et l'autre est à l'air libre.

Le gypse naturel est stocké sous toiture pour le maintenir à l'abri de la pluie. Les stockages de gypses recyclé et synthétique sont à l'air libre.*



Stockage de gypse naturel



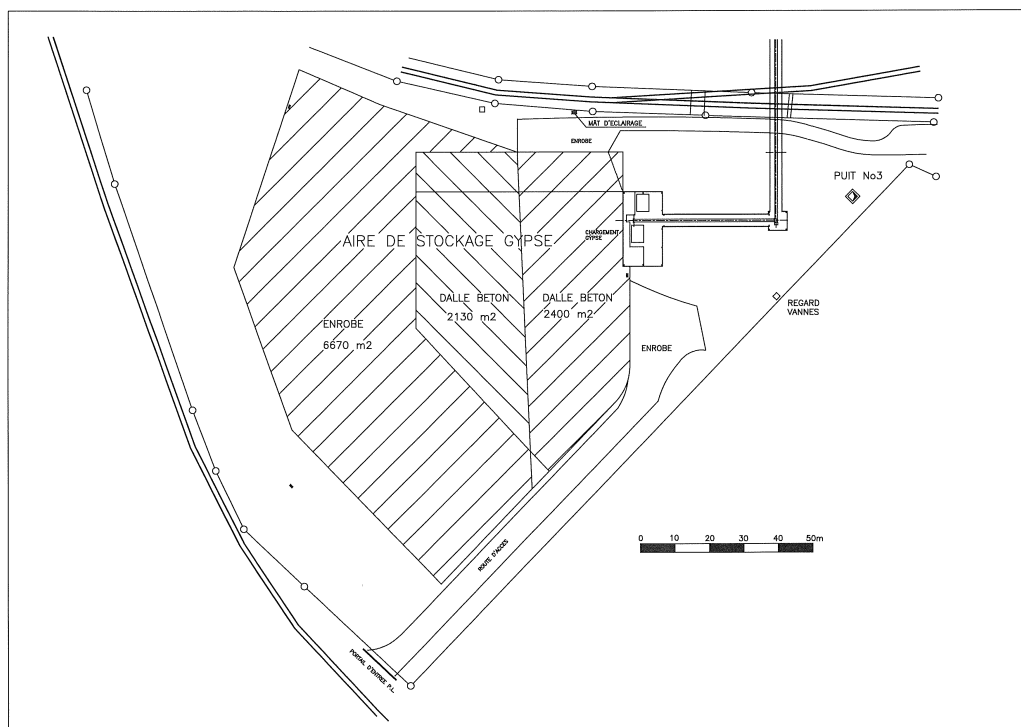
Stockage de gypse synthétique



Stockage de gypse recyclé

Il a été constaté que la zone est visiblement imperméabilisée. Cependant l'imperméabilité de l'ensemble de la zone ne peut être garantie. En effet, les matériaux stockés ont créé une épaisse couche recouvrant l'ensemble de la zone et rendant le constat visuel de l'état de la dalle, impossible.

L'exploitant a transmis par courriel du 16 mars 2023, un plan de la zone de stockage. Ce plan précise que la zone se compose de 2 dalles en béton de 2130 m² et 2400 m² et d'une zone en enrobée de 6670 m².



L'exploitant justifiera sur le plan que le stockage de gypse artificiel n'excède pas 11 000 m². Cette zone sera matérialisée physiquement sur la zone de stockage. Les justificatifs des dispositions prises seront transmis dans un délai d'un mois.

L'exploitant précise qu'aucun test de lixiviation n'a été réalisé sur les matériaux stockés depuis 2018, conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2018 :
"(...) L'analyse annuelle des métaux lourds dans les lixiviats n'est plus à réaliser"

La quantité de gypse synthétique présente a été estimée à 66 683 t obtenue par extraction du logiciel de suivi des stocks (SAP).

Observation :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que la prescription de l'article 17 ne concerne que le gypse synthétique.

Or la prescription fait état de gypse "artificiel", à ce stade aucune indication permet au service d'inspection, d'exclure de cette dénomination le gypse recyclé. Cette dénomination, gypse artificiel, permettrait de l'opposer au gypse naturel.

Dans ce cadre, la quantité de gypse recyclé et de gypse synthétique semble dépasser le seuil de 80 000 t. En effet, la quantité de gypse synthétique étant évaluée à 66700 t et considérant que le tas de gypse recyclé est plus important (visuellement) que le tas de gypse synthétique, il apparaît que la quantité de gypse "artificiel" (synthétique + recyclé) dépasserait la quantité de 80 000 t autorisée.

L'exploitant justifiera, dans un délai d'un mois, que la quantité de gypse "artificiel" est conforme à la prescription susmentionnée. Le cas échéant, il apportera tout élément utile permettant de justifier sa position.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Caractérisation du gypse synthétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-7
Thème(s) : Risques chroniques, Classification déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste. Annexe de la décision 2000/532/CE : (...) 10 DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES (...) 10 01 05 déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée (...) 10 01 18* déchets provenant de l'épuration des gaz contenant des substances dangereuses
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré que le gypse synthétique n'était pas géré comme un déchet car il est considéré comme une matière première de son procédé de fabrication. L'exploitant doit justifier, <u>dans un délai d'un mois</u> que le gypse synthétique est sorti du statut de déchets, en Allemagne. Tout élément transmis devra être traduit en Français.
Observation : Sans justificatif, le gypse synthétique importé d'Allemagne pourrait être considéré comme un déchet et serait soumis à la réglementation en vigueur (transfert transfrontalier, bordereau de suivi, etc...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des eaux pluviales du stockage de gypses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales (zones de stockage)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux Les eaux industrielles, y compris les eaux de refroidissement non recyclées et les eaux pluviales sont rejetées dans le Grand Canal d'Alsace. Le rejet des eaux résiduelles doit satisfaire aux dispositions suivantes : - pH entre 6,5 et 9,5 - température < 30 °C

<ul style="list-style-type: none"> - débit maximal journalier 250 m³ - matières en suspension MEST < 30 mg/l - demande chimique en oxygène DCO < 300 mg/l
<p>Constats : Il a été constaté que la zone de stockage de gypse ne dispose d'aucun moyen de collecte des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales ruissellent naturellement vers le milieu (infiltration), sans qu'elles ne soient contrôlées.</p> <p>Il y a lieu de considérer que ces eaux sont potentiellement chargées et ne peuvent donc être rejetées sans contrôle et sans traitement, le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

2-5) Autres points abordés

En marge de la visite, l'inspection a interrogé l'exploitant sur le suivi piézométrique du site. Ce point ne faisant pas l'objet principal de l'inspection, il n'a pas été approfondi le jour de la visite. Cependant, l'exploitant doit faire un point précis sur ce sujet.

Verbalement, l'exploitant a indiqué qu'à sa connaissance, il n'existe qu'un ouvrage de surveillance situé au sud du site (à priori à l'amont hydraulique du site au regard du sens d'écoulement du grand canal), à proximité des stockages de gypses (non vu le jour de la visite).

L'article 9.5 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001 (Autorisation) impose :

*" Article 9.5 - Eau - Surveillance des effets sur l'environnement
Surveillance des eaux souterraines*

Une analyse trimestrielle de type C2 (analyse physico-chimique sommaire) sera réalisée sur les piézomètres installés en aval des installations de fabrication et de stockage."

L'exploitant devra transmettre le descriptif de son réseau de surveillance avec les justificatifs techniques (étude(s) hydrogéologique(s) historiques, le cas échéant) ainsi que le bilan de la surveillance des eaux souterraines depuis 2018, dans un délai d'un mois.